

Diapo n° 2

Site et situation

Le Soudan s'étend initialement du Tropique du Cancer presque jusqu'à l'Équateur. C'est alors le plus vaste pays d'Afrique (2,5 M km²), et il présente toute la gradation climatique et végétale du désert du Sahara au nord à la forêt tropicale humide au sud. Le centre est constitué d'une bande steppique composée à l'est d'une plaine argileuse fertile mais difficile à cultiver avec les moyens traditionnels, et à l'est du Nil des "qoz", étendues dunaires sablo-argileuses, plus légères, qui sont favorables agriculture et à l'élevage. Du Darfour à l'ouest aux contreforts du massif abyssin à l'Est, c'est là le cœur de l'histoire soudanaise.

Le Soudan est traversé du sud au nord par le Nil et ses affluents, mais au sud de la jonction entre Nil bleu et Nil blanc, s'étendant dans une vaste cuvette inondable, il n'a pas été attractif pour l'occupation humaine.

Le Soudan est en effet soumis à un régime de pluies d'été, comme toute l'Afrique tropicale. Le climat y est la majeure partie de l'année brûlant et aride, mais les pluies d'été peuvent y être torrentielles. La vie sédentaire y est donc très incertaine, avec des périodes de sécheresse succédant à des cycles d'abondance : la population y mène une vie agropastorale, entre sédentarité et nomadisme. La plupart des groupes, hormis le long de la vallée du Nil, pratique des transhumances méridiennes, remontant vers le nord avec les pluies en été, et descendant ensuite vers le sud en saison sèche. Il s'ensuit une grande mobilité au sein de cet espace dépourvu d'obstacles de relief ou de cours d'eau, et une absence d'États centralisés. Donc un sentiment très fort d'indépendance et de liberté individuelle, qui perdure jusqu'à nos jours. Une situation radicalement différente des formations sociales égyptienne ou éthiopienne, marquées par la soumission millénaire à de grands empires, de sociétés ancrées sur le terroir villageois.

Le tissu urbain est ancien, avec une fonction essentiellement commerciale :: le contrôle des routes caravanières entre les pays de la savane et de la forêt au sud, fournissant les produits tels que défenses d'éléphants, plumes d'autruche, cire d'abeille et surtout esclaves, à destination de l'empire ottoman.

Ces ports du désert ou ces relais sont des postes douaniers, sécurisant les routes sur deux axes principaux, l'un à l'est depuis les plateaux éthiopiens vers la vallée du Nil, l'autre à l'ouest, depuis le Dar Fertit en RCA actuelle jusqu'en Haute Égypte (Daraw) par le Darb el Arbain, avec encore aujourd'hui les caravanes de chameaux vers les abattoirs de Sayyeda Zeinab au Caire.

Ces axes historiques sont aujourd'hui concurrencés par ceux qui mènent en Libye, en passant par Dongola et le jebel Ouweinat, et servent au trafic des migrants comme des marchandises importées.

Diapo n°3

La vallée du Nil, ruban exigu couvert de palmeraies abritant cultures de légumes, de céréales (sorgho (dourah) à l'ouest et dans la vallée du Nil, mil (doukhn) à l'est : une céréale plus rustique et moins nutritive cultivée dans tout le Sahel. C'est la base de l'alimentation, « gorassa » dans la vallée du Nil, » 'asida« dans les steppes de l'ouest : des brouets qui sont agrémentés de sauces pimentées (« shatta ») de tomates, d'oignons, d'œufs et de sauces comme la « bamia » (cornes grecques).

Les villages sont cantonnés en bordure du désert, et les champs sont irrigués à l'aide aujourd'hui de pompes à moteur puisant dans le Nil ou de puits traditionnels dans les qoz ou le désert.

Un village semi-permanent au Darfour Nord : précarité de la vie entre élevage de petit

bétail ou de chameaux, et coupe de bois de feu, exploitation des acacias Sénégal (gomme arabique).

Diapo n°4

Un autre univers, les montagnes-refuges, comme ici le Darfour. Une chaîne des "pays" volcanique s'étendant sur 300 km du nord au sud, avec un sommet à 3000 m d'altitude (ici les lacs de cratère du sommet du Jebel Marra). Une zone privilégiée par la pluviométrie, exceptionnelle à cette latitude au Sahel. Une occupation ancienne des flancs de la montagne par les Four et d'autres peuples africains, cultivateurs de champs en terrasses. C'est la base d'un sultanat puissant, islamisé depuis le XVII^{ème} siècle et fondé sur le trafic d'esclaves. Ceux-ci sont recherchés plus au sud, et expédiés vers l'Égypte et l'empire ottoman. Une structure politique et sociale stable, fondée sur le prélèvement de taxes sur le trafic caravanier, et dirigée par des sultans islamisés au cours des siècles, mais fidèles à leurs langues vernaculaires, dominant les éleveurs nomades alentours, arabisés et islamisés : chameliers ("abbala" du désert, vachers ("baggara") au sud. Cette dualité ethnique est donc dominée par des peuples africains endogènes, islamisés progressivement par les pèlerins venus du Maghreb ou d'Afrique de l'ouest, en route vers la mer Rouge et le port de Souakin. Ce sultanat est resté indépendant jusqu'en 1916, puis marginalisé dans le Soudan anglo-égyptien centré sur la vallée du Nil, et par l'arrêt de la traite des esclaves.

Diapo n°6

Des cartes trompeuses car négligeant de prendre en compte la densité de la population, et la nature ou l'intensité de la pratique linguistique et religieuse.

1) La pratique de la langue arabe, hors du cadre familial et villageois est aujourd'hui générale, y compris au Soudan du Sud où le "Juba Arabic" est la seule langue de communication entre les peuples, même si l'anglais sert de langue officielle et d'enseignement.

Les langues vernaculaires reculent partout, au Nord Soudan, mais subsistent tant dans les montagnes de la mer Rouge (Ti Bedawi des Béja, que dans la vallée du Nil (langues nubiennes), sur les confins éthiopiens du Nil Bleu, dans les monts Nouba et au Darfour. Les monts Nouba sont, au centre du pays, un ensemble de micro-peuples qui représentent la quasi totalité des groupes linguistiques africains ; une mosaïque complexe et encore mystérieuse quant à ses origines. En plus des immigrants plus récents comme les Fellata amenés comme ouvriers agricoles dans les fermes du Nil Bleu, par les Britanniques depuis le Nigeria et présents dans toute la bande sahéenne, ou les Daju en lente translation depuis l'Afrique de l'ouest, complètent le tableau.

2) La pratique religieuse est également très diversifiée, en dépit de la domination quasi générale de l'islam. Des pratiques traditionnelles subsistent dans les régions périphériques, ouvertement ou non, et le christianisme a été réintroduit au début du XX^{ème} siècle par des missions dans les monts Nouba et au Sud Nil Bleu pour le Nord (avec traduction de la Bible dans les langues locales). Mais l'islam soudanais, qui ne s'est imposé définitivement qu'au début du XVI^{ème} siècle (disparition du dernier royaume chrétien de la vallée du Nil, celui d'Aloa, près de Khartoum), est resté marqué par ses origines : il s'est implanté le long du Nil par les commerçants égyptiens qui y ont fait souche, de manière pacifique (traité du bakht entre Amr ibn el As en 642 et les rois chrétiens de Nubie), sans apport d'oulémas d'Al Azhar. Dans la bande sahélo-soudanaise, qui forme un couloir de circulation d'ouest en est, parcouru par les pèlerins venus du

Maghreb ou d'Afrique de l'ouest, l'islam s'est répandu par contact avec ces pèlerins qui se sont installés dans les communautés de la région.

Diapo n°7

Il en résulte une configuration particulière, d'un islam confrérique très diversifié, soufi et non pas scripturaire, dans des sociétés peu arabisées et peu alphabétisées. Le « zikr » y joue une place centrale, servant également d'exutoire aux frustrations sociales et de lien transversal entre les catégories.

On peut le rapprocher du « zar », cérémonies d'exorcisation spécifiquement féminines, répandues de l'Égypte à l'Abyssinie, servant d'exutoire aux frustrations féminines, par la quête d'une transe libératrice;

Les confréries (une cinquantaine) jouent un rôle social essentiel, transcendant les clivages tribaux, et jouant éventuellement un rôle politique stabilisateur des relations intertribales, en l'absence de pouvoir central fort.

L'irruption d'un "Mahdi" au XIX^{ème} siècle, issu de la vallée du Nil, est née de la volonté de secouer la tutelle coloniale égyptienne, qui sous l'influence européenne, tentait de mettre un terme au trafic d'esclaves.

Mais elle procède aussi d'un effort pour éliminer la diversité confrérique en faveur d'un mouvement de régénération unitaire, comme tous les Mahdis qui font irruption dans les périodes de crise en Afrique ou ailleurs. Cette saga de la lutte entre la Mahdiya et l'empire britannique, de 1881 à 1898, est décrite de l'intérieur, avec force et justesse, dans « Le train des sables » de Jamal Mahjoub.

Diapos 8 à 11

Diversité des types humains : les Soudanais n'ont pas encore résolu une question à leurs yeux essentielle : sommes-nous Arabes ou Africains ?

Question sans réponse et peut-être sans objet qui traverse le débat politique depuis l'indépendance, et qui n'a pas été résolue par la sécession du Sud en 2011. Les Soudanais, dans leur diversité, sont le résultat de brassages séculaires de peuples, soit nomadisant à travers ce vaste espace sans frontières et sans maître, soit par les effets de l'esclavage domestique. La notion même de Bilad es-Soudan – Pays des Noirs – est diversement appréciée, même si elle revendiquée par tous : le Sud Soudan indépendant a tenu à conserver l'appellation arabe de Soudan, considérant être le pays des vrais "Noirs" : le Soudan conserve ainsi, de manière involontaire et inconsciente, une existence et des facteurs d'unité, puisqu'englobant les deux parties d'une même entité. Et l'appellation à connotation raciste de "Zourouq", ou "Zourga" (bleus, c'est-à-dire Noirs en dialecte soudanais (voir la traduction de Nil « Bleu » pour Nil Noir), employée par les janjawids au Darfour à l'encontre des peuples qu'ils pourchassaient, ne visait pas une couleur de peau (voir Franz Fanon, "Peau noire et masques blancs"). Les Soudanais, dans leur ensemble, se sentent plus proches culturellement et affectivement des peuples de la Corne de l'Afrique que des Arabes et en particulier des Égyptiens : qu'il s'agisse de comportements sociaux, de valeurs morales, de goûts culinaires ou musicaux, il existe une véritable proximité entre ces peuples, en dépit des différences de langue, de religion, et surtout de genres de vie, entre les plaines brûlantes du Soudan aux Plateaux froids et pluvieux de l'Abyssinie. Le dédain et la moquerie populaires à l'égard des Égyptiens étant le pendant de ceux des Égyptiens à l'égard des Soudanais : d'un côté, un mépris amusé de gens libres à l'égard de gens soumis, de l'autre une condescendance paternaliste à l'égard des Soudanais.

Mais c'est surtout entre Soudanais que se dessine un *apartheid* inavoué, entre "awlad el balad", les enfants du pays, c'est-à-dire les natifs de la vallée du Nil, qui se considèrent comme plus civilisés, fiers d'avoir adopté une culture exclusivement arabo-musulmane, et avec des degrés, les peuples des grandes tribus arabisées et islamisées, nomades des steppes, méprisant les peuples des montagnes et collines périphériques ayant conservé langues, rites et coutumes ancestrales. Les premiers ayant conservé jusqu'à ce jour le monopole de la richesse et du pouvoir, y compris spirituel et intellectuel, les seconds prenant conscience de leur infériorité et revendiquant leur pleine citoyenneté au sein d'un ensemble soudanais rénové.

Diapo n°12

Les Nouba sont un ensemble de peuples installés sur des collines escarpées, au coeur de la plaine du Soudan central. Leurs langues constituent une palette des principaux groupes linguistiques africains. Leurs modes de vie sont similaires, mais leurs rites, leurs pratiques sociales, leurs techniques sont très diverses. L'appellation de Nouba leur a été donnée de l'extérieur, englobant cette diversité dans une condition commune de réservoir d'esclaves, puis de main d'œuvre bon marché, à distance relativement faible de Khartoum. Leur islamisation est relativement récente, et incomplète. D'antiques sultanats comme Tegali voisinent avec des communautés encore attachées à leurs rites traditionnels, ou avec d'autres christianisées par les missions étrangères au XXème siècle. L'appartenance religieuse peut être encore plus complexe, chaque individu développant des stratégies propres selon ses besoins, en fonction des circonstances (musulman au marché, chrétien à l'école, adepte de la religion ancestrale en famille). Les Nouba restent très attachés à leurs rites et rituels tels que les luttes au corps à corps qui animent les fêtes d'après la récolte.

Ils ont été dès l'origine partisans de la lutte pour l'égalité des droits au sein de l'ensemble soudanais, affichant sans complexe leur africanité. Après avoir combattu aux premiers rangs du Mouvement de Libération des Peuples du Soudan, sous la conduite du maître d'école Youssef Kowa, ils se retrouvent orphelins de l'indépendance du Sud, au sein d'un Nord toujours dirigé par les élites de la vallée du Nil et poursuivent leur mobilisation armée sous la conduite du commandant Abdel Aziz el Hélou. Ils sont les partisans les plus déterminés de l'unité du Soudan, Nord et Sud, au sein d'une configuration rénovée et égalitaire et réclament comme préalable à la paix la séparation constitutionnelle de la religion et de l'Etat au niveau national .

Diapo n°13

1898-1955 : le condominium anglo-égyptien

Le Soudan contemporain est né au tournant du XXème siècle, avec la défaite de l'empire mahdiste, en 1898 devant l'armée anglo-égyptienne dirigée par le général Kitchener. Cette conquête répond au désir de venger le général Charles Gordon, gouverneur général du Soudan pour le compte du vice-roi d'Égypte, tué lors de la prise de Khartoum par les troupes mahdistes en janvier 1885, après un long siège. La Grande-Bretagne instaure un condominium anglo-égyptien, largement fictif, puisque l'Égypte est passée sous protectorat britannique en 1882. Cette conquête vise aussi à déjouer les ambitions françaises de faire la jonction entre leurs possessions d'Afrique occidentale et centrale avec l'Abyssinie et la mer Rouge (Djibouti). D'où l'incident de Fachoda sur le Nil Blanc, face à la mission Marchand, quelques semaines après la défaite du Mahdi en 1898. Les Britanniques n'occupent pas le Soudan pour lui-même (pas de richesses identifiées) mais pour sa place sur le cours du Nil qui irrigue l'Égypte, et dans la perspective d'une jonction des colonies britanniques du Caire au Cap.

La tutelle britannique s'exerce donc de manière indirecte (Indirect Rule) en laissant en place les seigneurs et chefs de tribus loyaux et dociles. Le pouvoir britannique cherche à s'attirer la faveur des grands propriétaires et des grands commerçants en bétail liés à la famille du défunt Mahdi, et voit s'opposer à lui les partisans d'une union avec l'Égypte, appuyés par les commerçants de l'import-export liés à l'Égypte et à la confrérie rivale de la Mirghaniya (ou Khatmiya) qui a son siège à Kassala, à la frontière de l'Érythrée. Hormis quelques barrages pour réguler le cours du Nil, et la grande ferme de la Gézira (la Mésopotamie soudanaise, entre Nil bleu et Nil Blanc) , les Britanniques favorisent les propriétaires de grands domaines mécanisés, voués à l'exportation d'oléagineux et de céréales.

Le Sud est quant à lui séparé du Nord, et transformé en un " zoo humain". Sous prétexte de protéger les populations d'éleveurs nomades de la cuvette du Haut Nil, ils en interdisent l'accès aux marchands et aux prédicateurs musulmans du Nord et n'y engagent aucun effort de développement économique et social.

1956-1964 : L'indépendance, source d'un demi-siècle de conflits internes

Après la seconde guerre mondiale, à l'approche de l'indépendance, les Britanniques donnent les clés du pays aux deux confréries rivales. Mais celles-ci se révèlent incapables de s'entendre pour gérer les affaires du pays, et en particulier de résoudre le problème de l'intégration du Sud sous la tutelle arabe et musulmane. Les deux « Sayyed-s », Ali Osman el Mirghani et Abdurrahman el Mahdi, héritiers des deux grandes familles confrériques concurrentes, représentant les deux forces économiques et politiques du Nord, sont engagés dans une compétition stérile et sont incapables d'engager des pourparlers avec les représentants des partis politiques sudistes, issus pour la plupart de la province d'Equatoria , et où s'impose le général Joseph Lagu (diapo n°16).

Le gouvernement civil est déposé en 1958 par le général Abboud, partisans de la répression à outrance au Sud, contre la rébellion armée des Anyanya, soutenue par les pays anglophones des Grands Lacs, par les Eglises chrétiennes d'Occident et par Israël. Il accentue l'islamisation forcée du Sud, chasse les missions étrangères. Mais son échec à développer l'économie du pays et à restaurer la paix lui fait perdre le pouvoir en octobre 1964, face à une première *intifada* populaire à Khartoum et dans les grandes villes du Nord.

Les élections législatives de 1965 voient s'affronter les deux grands blocs confrériques, mais aussi des partis laïques puissants, comme le Parti communiste soudanais, le plus ancien d'Afrique, solidement implanté dans les Sudan railways et chez les ouvriers et les dockers du secteur moderne de l'économie, les fonctionnaires, les artistes et les intellectuels. Face à ce parti porteur de la modernité occidentale, soutenu par l'URSS, s'élève un nouveau parti, porteur d'une modernisation islamiste : le parti de la Charte islamique, fondé par Hassan el Tourabi, un juriste rentré de France où il a soutenu sa thèse en droit constitutionnel(diapo n°16). D'autres partis légaux obtiennent également des représentants, comme le Parti National Africain du Père Philip Ghabboush, qui porte les revendications africanistes des Noubas et d'autres peuples marginalisés. Mais la succession de coalitions instables, dont celle dirigée par le jeune dirigeant du parti Oumma, Sadiq el Mahdi (diapo n°16), échoue à stabiliser le pays, et à résoudre la question du Sud.

1969-1985 :La dictature de Nimeiri, une occasion manquée

En mai 1969, l'armée reprend le pouvoir, lasse de subir échec sur échec au Sud : Jaafar el Numairi (diapo n°16), un jeune colonel soutenu par le Parti communiste et par l'Égypte de Nasser, a pour premier objectif de régler la question du Sud. La mort de Nasser en

septembre 1970, la prise du pouvoir du colonel Kadhafi en Libye, le poussent à la rupture avec le Parti Communiste, qui tente de s'emparer du pouvoir en mai 1971. Mais Nimeiri reprend le pouvoir et fait exécuter les dirigeants de la tentative.

Les négociations de paix avec les mouvements de rébellion du Sud reprennent et aboutissent en juillet 1972 aux accords d'Addis Abeba, sous l'égide de l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié, du Conseil oecuménique des Églises, de l'Allemagne fédérale et d'Israël : le Sud se voit accorder une large autonomie, avec un gouvernement et un Parlement régional à Juba, et la dévolution d'une part croissante du budget national.

Mais les accords ne sont pas respectés, le Sud ne reçoit pas les fonds de rattrapage prévus, et le gouvernement central s'attache à diviser les forces politiques du Sud pour vider l'autonomie de son contenu : il procède à la redivision du Sud en trois provinces (la « kokora »), tout en procédant à une « réconciliation nationale » en 1977 avec les leaders des mouvements islamiques réfugiés à l'étranger et soutenus par la Libye du colonel Kadhafi.

La guerre reprend en mai 1983, sous la direction du colonel John Garang, ancien rebelle intégré dans l'armée nationale (diapos n° 16 et 18), soutenu par l'Éthiopie de Mengistu Haïlé Maryam et par l'URSS. Elle a désormais pour objectif non plus la séparation d'avec le Nord, mais la refonte du pacte national soudanais sur la base de l'égalité de tous les citoyens, quelle que soit leur origine et leur religion (manifeste du Mouvement pour la Libération des Peuples du Soudan, mai 1983). Mais en septembre de la même année, Nimeiri, sous l'influence de Hassan el Tourabi, fait promulguer la Charia comme fondement de la législation, étendue à l'ensemble du territoire. La faillite financière, aggravée par la sécheresse des années 1984-85 qui frappe les régions du centre du pays, et particulièrement le Darfour, conduit à une nouvelle intifada populaire dans la capitale (6 avril 1985) et à la chute de son régime, lâché par son soutien américain.

1985-1989 : Une seconde occasion manquée

Après une année intérimaire, sous contrôle de l'armée, précédant les élections législatives d'avril 1986, les partis politiques historiques, Oumma et Parti National Démocratique, forment des coalitions instables. Le premier ministre Sadiq el Mahdi se refuse à abolir les lois islamiques de septembre 1983, et John Garang, leader du Mouvement de Libération des Peuples du Soudan, fait de cette abolition un préalable à l'arrêt des combats. Le Front National Islamique de Hassan el Tourabi, inquiet de la perspective d'un règlement pacifique du conflit entre le gouvernement central et la rébellion, organise un coup d'État militaire dirigé par le brigadier-Général Omar el Béchir (diapo n°18), le 30 juin 1989, quatre jours avant la rencontre finalement prévue entre Sadiq et Mahdi et John Garang à Addis-Abeba.

1989-1995 : le triomphe du Front national islamique : la "Révolution de Salut public" (Inqaz) de Hassan el Tourabi

Derrière le paravent de la partie de l'armée qui a réalisé le coup d'État de juin 1989, c'est le Front National Islamique, héritier du Front de la Charte Islamique de 1964, qui s'empare de tous les leviers du pouvoir. Hassan el Tourabi a de longue date préparé cette opération, ayant pris conscience de l'incapacité de parvenir au pouvoir par les urnes, et conforté par l'impéritie de son beau-frère Sadiq el Mahdi. Le Front a formé une génération de technocrates islamistes qui s'emparent de tous les leviers du pouvoir et instaurent un régime de terreur pour pallier leur manque de popularité : comités de quartiers (Iijan ash shaabiya), chargés de contrôler la population, arrestations et tortures de tous les opposants, disparitions forcées dans les « Biyout el Ashbah » (maisons fantômes)... La guerre à outrance est décrétée à l'encontre du mouvement rebelle du Sud, et le jihad en

1992 contre les rebelles des monts Nouba, encerclés et affamés. A partir de 1991, le pouvoir de Khartoum parvient à profiter d'une scission au sein du mouvement rebelle pour soutenir les opposants Riek Machar et Lam Akol, partisans de l'indépendance du Sud (!) , et des opérations de « paix de l'intérieur » (Salam min ed dakhil).

Mais il est aussi actif sur la scène internationale : accueil et soutien accordé à tous les mouvements armés ou terroristes se réclamant de l'islam politique à l'échelle planétaire, des GIA algériens aux « gamaat islamiya » égyptiennes, des organisations bosniaques ou tchétchènes aux rebelles d'Abou Sayyaf aux Philippines. Il réunit régulièrement des « conférences populaires arabo-islamiques » à Khartoum, autour des mouvements de résistance palestiniens (y compris les mouvements laïques comme le FDLP de Nayef Hawatmeh ou le FPLP de Georges Habache), et donne asile à Al-Qaïda, Oussama ben Laden s'installant à Khartoum de 1992 à 1996, et à Carlos, livré à la France en 1994...

L'étoile de Tourabi, président du Parlement et mentor du régime, pâlit, car ses tentatives de déstabilisation régionale, en Somalie, en Érythrée, etc. indisposent les grandes puissances. En juillet 1995, une tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak, échoue de peu à Addis Abeba. En juin 1995, l'opposition civile et militaire au régime fonde l'Alliance nationale démocratique à Asmara ; elle réunit le MLPS, qui ouvre un premier front au Nord, et toute la palette des organisations politiques d'opposition au régime.

Hassan el Tourabi est progressivement écarté par les militaires dirigés par le président Omer el Béchir, mais parvient encore à fomenter des attentats meurtriers contre les intérêts américains (ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam en juillet 1998), qui entraînent une riposte américaine contre la supposée usine d'armements chimiques « al Shifa » à Khartoum, en août 1998.

La mise en exploitation de gisements pétrolifères en 1999, et le début de l'exportation vers la Chine et la Malaisie en 2000, entraînent la marginalisation de Hassan el Tourabi au profit des hommes d'affaires enrichis par le régime, et des « réalistes » au sein de l'armée. Les attentats du 11 septembre 2001 tournent les regards vers Khartoum ; mais les dirigeants soudanais, menacés de subir le sort de l'Irak, ouvrent leurs dossiers à la CIA, et une coopération étroite s'engage. Tourabi , marginalisé, est mis en prison à plusieurs reprises.

Avec le MLPS, soutenu depuis 1989 par l'Opération Lifeline Sudan de l'ONU, et par la CIA, des négociations s'engagent à partir de 2002 . Elles n'empêchent pas une rébellion d'éclater au Darfour fin 2002, pour atteindre les mêmes objectifs que le MLPS, mais elles sont réprimées avec une extrême violence : 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés, l'armée débordée faisant appel à des milices tribales, les janjawids....Les négociations engagées à Naivasha entre le MPLS et Khartoum, sous l'égide de l'IGAD et sous forte pression américaine, aboutissent en janvier 2005 à un « accord de paix global » . Celui-ci prévoit la cessation des hostilités, et l'intégration des Sudistes dans l'appareil d'État, avec John Garang comme vice- président, aux côtés d'Omar el Béchir. Au bout de six ans, un référendum au Sud doit permettre à la population de choisir entre le maintien dans l'ensemble national et la sécession. Mais en juillet 2005, John Garang trouve la mort dans un accident d'hélicoptère. Dès lors, la thèse de la sécession l'emporte et celle-ci sera validée en juillet 2011 par la majorité de la population du Sud.

2011-2021 : la quête d'un second souffle dans un Soudan amputé du Sud

L'indépendance du Sud ne change rien à la nature autoritaire et prédatrice du régime de Khartoum. La relation entre les deux pays est tendue, autour des droits de passage réclamés par le Nord pour le transit du pétrole du Sud vers le port d'embarquement sur la mer Rouge. : une guerre éclate dès avril 2012 autour des puits de pétrole dans la région

contestée d'Abyei. Mais la perte des ressources pétrolières, ainsi que les sympathies affichées pour les Frères Musulmans et leurs soutiens en Turquie, ainsi que les relations avec la République islamique d'Iran, indisposent l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, ainsi que l'Égypte du maréchal Sissi. En dépit des investissements étrangers dans le domaine agricole, puis de la découverte de gisements aurifères qui font du Soudan le 2ème producteur d'Afrique, le régime de Khartoum est de plus en plus affaibli et isolé. La colère populaire se manifeste une première fois en juillet 2013 dans les rues de Khartoum. Après une année de pénurie d'essence, d'électricité et de produits alimentaires, elle reprend en décembre 2018.

Le point de départ des manifestations est Damazin, vite suivie par Atbara, nœud ferroviaire de l'ensemble du pays. Les villes du Soudan central sont en insurrection, tandis qu'à Khartoum, la jeunesse tient la rue et organise un sit-in permanent devant le Quartier général de l'armée. Le 11 avril, le général Omar el Béchir est contraint par l'armée à la démission.

Les manifestations sont menées par les jeunes de l'Alliance pour la Liberté et le Changement (ALC), encadrés par l'Association des Professionnels Soudanais (APS). Le 3 juin, une répression sanglante s'abat sur les manifestants qui réclament l'instauration d'un gouvernement civil. L'armée tente de recouvrer le pouvoir, avec le soutien des Forces de déploiement rapide, une milice opérant au Darfour et dirigée par Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti ». Le 30 juin, les manifestations reprennent et contraignent le Conseil militaire à négocier avec l'ALC.

Le 5 juillet, un Conseil de souveraineté composé de cinq militaires, cinq civils et d'un onzième membre choisis par consensus est instauré. Il doit assurer la transition jusqu'à la tenue d'élections en 2022. Il sera dirigé par un militaire les 21 premiers mois puis par un civil les 18 mois suivants.

Le 4 août, une Déclaration constitutionnelle trace les grandes lignes de la transition vers un gouvernement civil ; elle est signée le 17 août et le Conseil de souveraineté, dirigé par le général Abd el Fattah al Burhan, prend ses fonctions le 21 août en même temps que le premier ministre Abdallah Hamdok. Mais la situation économique et sociale continue de se détériorer, provoquant désarroi et colère dans la population. Parties prenantes à la transition, les milices dirigées par Hemedti, soutenues par l'Arabie Saoudite, continuent d'accaparer la production aurifère, exportée en fraude vers Dubaï.

En juillet 2020, plusieurs localités du Darfour-Ouest, dont la capitale, El Geneina, sont le théâtre d'affrontements meurtriers entre des milices tribales et les groupes locaux d'habitants revenus sur leurs terres. Pourtant, le 3 octobre 2020, un accord de paix, qualifié d'historique, est signé entre le gouvernement et une majorité de forces rebelles armées du Darfour et du Sud Nil Bleu. Au Darfour, la situation sécuritaire n'est pourtant pas stabilisée : des heurts meurtriers ont lieu à El Geneina en octobre 2020 et dans d'autres localités où les anciens habitants veulent récupérer leurs terres, alors que l'ONU a décidé de retirer sa force de maintien de la paix conjointe avec l'Union Africaine. L'accord de paix ne débouche donc pas sur une stabilisation de la région, et ne fait qu'attribuer des postes à certains des dirigeants rebelles, au sein du Conseil de souveraineté ou au gouvernement. Deux groupes rebelles particulièrement représentatifs ont refusé de s'y joindre : le MLPS-Nouba se limite à un cessez-le-feu, posant toujours comme préalable la séparation de la religion et de l'Etat; quant au Mouvement de Libération du Soudan de l'initiateur de la rébellion armée au Darfour, Abdel Wahid Mohamed Nour, il réclame que soient traités au fond les problèmes qui ont engendré la révolte des régions marginalisées du pays, et non pas la promotion de leurs leaders à des postes honorifiques. Et certains des signataires, installés à des fonctions de premier plan, sont soupçonnés de préparer le

retour non pas des militaires, mais des islamistes dont ils partagent l'agenda.

En février 2021, le gouvernement annonce une dévaluation de 85 % de la valeur de la livre soudanaise, pour s'aligner sur le cours du marché noir.

Le 21 septembre 2021, une tentative de coup d'État est déjouée ; elle manifeste l'échec du gouvernement civil à faire progresser la transition promise, alors que la rotation de la présidence du Conseil de transition n'a pas été respectée, et qu'aucune date n'a été fixée pour la tenue des élections législatives qui doivent en marquer l'aboutissement.

Le Soudan navigue donc sur une crête houleuse, sur fond de crise économique profonde : le pays est toujours lourdement endetté, bien que soutenu par les institutions financières internationales et par les pays occidentaux. Le gouvernement n'arrive pas à faire lâcher prise à l'ancien appareil de sécurité – l'Etat profond – qui contrôle 250 sociétés, et à faire rentrer l'armée dans ses casernes. Beaucoup misent sur l'échec de cette expérience démocratique, qui ne peut qu'inquiéter ses puissants voisins, comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, tandis que la querelle autour du Grand Barrage de la Renaissance en Éthiopie menace la paix à ses frontières, avec l'afflux de réfugiés tigréens et l'occupation par l'Éthiopie du triangle frontalier de Fachaga. La "transition démocratique" tant vantée est aussi bousculée par les tiraillements au sein des forces politiques qui l'animent, par les difficultés liées aux accidents climatiques – inondations dévastatrices dues aux fortes pluies et à la crue du Nil – et aux mesures de rationnement de l'essence et de l'électricité qui empêchent la relance de l'activité économique.